

CONTRÔLE INTERNE COMPTABLE ET BUDGETAIRE

Cartographie des risques et plans d'actions

Conseil d'administration du 14 février 2023

DIRECTION DES FINANCES, DES ACHATS ET DU CONTRÔLE INTERNE

CARTOGRAPHIE DES RISQUES FINANCIERS, COMPTABLES ET BUDGÉTAIRES

Risque 1-Rémunérations : 8/10

Risque 2-Marchés publics : 8/10

Risque 3-Remboursement des menues dépenses au comptant : 6/10

Risque 4-Inventaire physique : 6/10

Risque 5-Patrimoine : 7/10

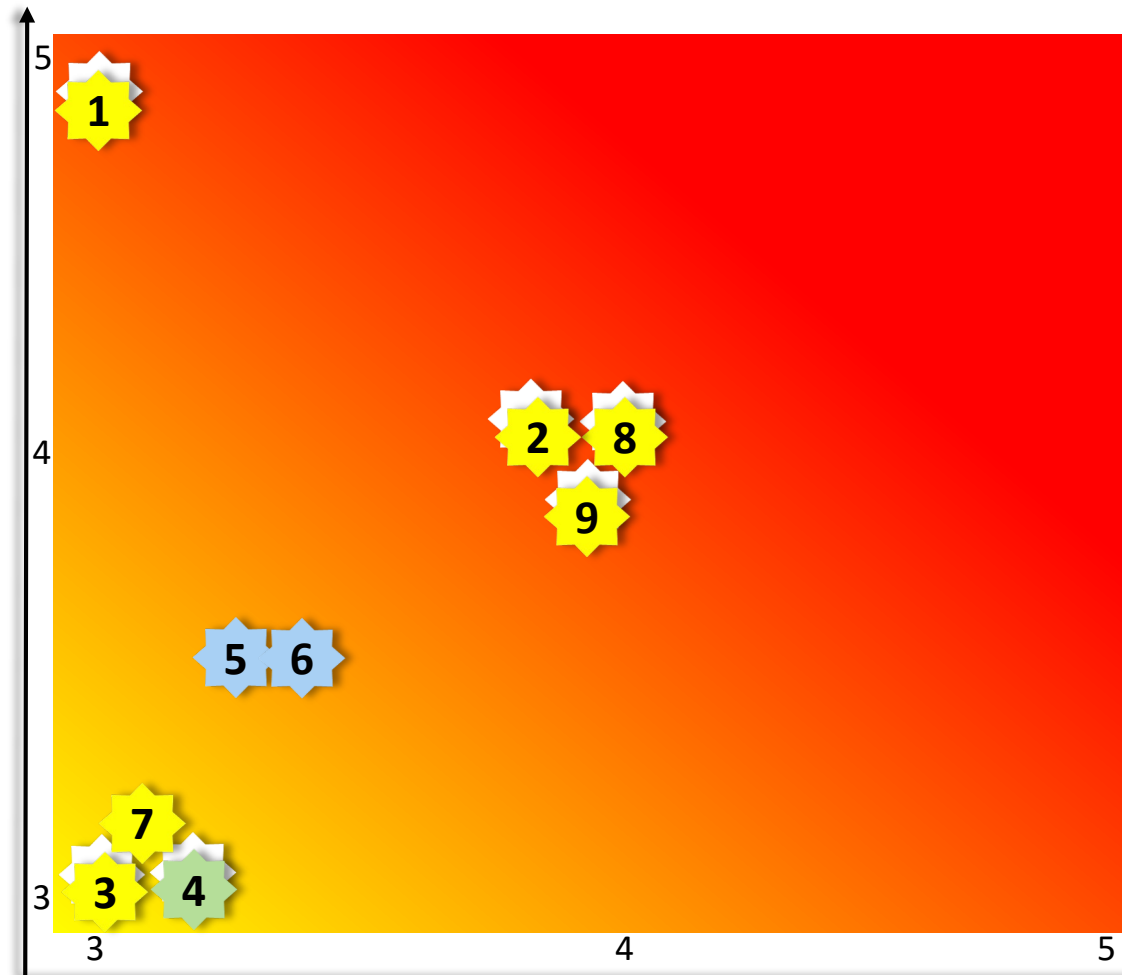
Risque 6-Formation : 7/10

Risque 7-Contrats de recherche : 6/10

Risque 8-Acteurs déconcentrés de la prévision et de l'exécution : 8/10

Risque 9-Villa créative : 8/10

Impact



- 2021-2022
- 2022-2023**
Sans changements
- 2022-2023**
Niveau de maîtrise en amélioration
- 2022-2023**
Nouveau risque

Probabilité

PLAN D'ACTION RISQUE 1 - Rémunérations (1/2)

Typologie du risque	Erreurs sur paie (financier)
Rappel du contexte	Extrême sensibilité des données de paie (pièces justificatives, codification) .
Plan d'action	Sensibiliser les gestionnaires RH, suite aux recrutements de nouveaux agents, sur la réception et la présentation en paye de pièces justificatives valides. Formation des gestionnaires sur la codification de la paye
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DRH
Échéance	En continu

Typologie du risque	Bilan financier erroné (financier)
Rappel du contexte	Diversité des acteurs du processus donc erreurs possibles.
Plan d'action	Sensibiliser les composantes et services sur l'importance du travail de vérification qui précède le déversement et du bon renseignement des données d'imputation de masse salariale en amont. Réexpliquer et améliorer les formulaires (demandes d'autorisation préalable de recrutement, fiches navettes vérification avant déversement) pour harmoniser, fluidifier et fiabiliser les informations qui deviennent des données financières (séance de formation programmée). Ces différents formulaires sont désormais stabilisés et le volume des erreurs relatives aux imputations avant déversement est très faible.
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DRH, agence comptable et DFACI
Échéance	En continu et formation/sensibilisation des gestionnaires tous les ans, animée par la DFACI

PLAN D'ACTION RISQUE 1 - Rémunérations (2/2)

Typologie du risque	Qualité comptable
Rappel du contexte	Difficulté d'anticiper les charges à payer (SF en N, payé en N+1).
Plan d'action	<p>L'outil de suivi des heures d'enseignement (DSE), mis en place depuis 2018-2019, est un des outils d'appréciation des CAP. En 2022, DSE est opérationnel et utilisé par toute la communauté (sauf SFTLV).</p> <p>L'outil a fait l'objet d'évolutions en 2020 (HCs Demat) notamment par l'automatisation des états de liquidation pour limiter les interactions manuelles, limiter les risques d'erreur de transposition, accélérer les traitements et progresser dans la prévision.</p> <p>HCs Demat est en production depuis deux ans et répond aux besoins. Les risques sont faibles.</p> <p>Un nouvel outil, OSE, sera mis en place au printemps 2024 et viendra en remplacement de DSE, HcsDemat et Vacademmat. Il devrait permettre une meilleure visibilité sur les CAP.</p>
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DGS et DRH
Échéance	Août 2023

Typologie du risque	Budgétaire
Rappel du contexte	Impossibilité de connaître le montant exact de la paie avant le retour de la DRFIP.
Plan d'action	<p>L'implantation d'un nouvel SI RH paie a commencé et doit se terminer courant 2023. Dans les paramètres envisagés, il doit y avoir un calcul possible de la paie avant l'envoi à la DRFIP.</p>
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DRH
Échéance	Fin 2023

PLAN D'ACTION RISQUE 2 – Marchés publics

Typologie du risque	Réglementaire, juridique et financière
Rappel du contexte	<p>L'absence de vision globale et anticipée par les services et composantes, des futurs achats ne permet pas toujours leur globalisation et par conséquent une performance économique → 4M de segments non couverts</p> <p>Le contexte international et l'inflation impactent de façon significative les coûts de nos approvisionnements. L'augmentation des coûts de nos marchés de fluides (+30%), la pénurie en matières premières affectent notre capacité d'approvisionnements (difficulté déjà existante dans l'approvisionnement en papier) .</p>
Plan d'action	<p>La cartographie des achats, lors des conférences budgétaires doit permettre, en collaboration avec les services et composantes, d'orienter la réponse à leur besoin, en respectant le code des marchés publics et en assurant la meilleure performance économique possible ; en particulier dans un contexte budgétaire contraint.</p> <p>Chaque fin d'année budgétaire, un point de situation devra être fait sur les achats récurrents effectués hors marchés et si besoin passer des marchés pour couvrir ces besoins.</p> <p>La mise en place d'une programmation annuelle des marchés à passer, doit permettre de répondre, au plus tôt, aux besoins des services et composantes.</p> <p>Sensibiliser les chefs de service afin d'accroître la collaboration entre les rédacteurs des clauses techniques et les personnels en charge de la rédaction des marchés publics qui sont les garants du respect des règles de la commande publique et de la performance économique.</p> <p>Afin d'avoir une politique d'achats efficace, la cellule marché doit intervenir dès l'expression du besoin pour apporter son expertise dans le choix de la procédure à suivre, apporter un éclairage sur les éventuelles contraintes réglementaires, les délais à respecter et conseiller les utilisateurs pour répondre au juste besoin.</p>
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	Cellule marchés publics
Échéance	1 ^{er} trimestre 2023



PLAN D'ACTION RISQUE 3 – Remboursement des menues dépenses au comptant

Typologie du risque	Financier et réglementaire
Rappel du contexte	<p>Constat d'un accroissement des remboursements directs aux agents en 2018.</p> <p>Le mode de règlement habituel des achats effectués par l'université doit demeurer le virement direct au fournisseur. A partir de 300€, c'est une obligation légale de payer nos fournisseurs par virement.</p> <p>Une procédure « menues dépenses au comptant » via les régies d'avance, a été rédigée et diffusée en 2019 pour réguler ce type de pratiques.</p>
Plan d'action	<p>Mettre en place des cartes achats pour répondre aux besoins de certains achats notamment sur Internet et pour les inscriptions aux colloques.</p> <p>Abandon du projet de raccordement à l'accord cadre de la direction des achats de l'état. Montant trop élevé et mise en œuvre trop lourde.</p> <p>Les délégataires de signature en matière financière doivent donc être informés et rester vigilants sur les procédures financières d'AU.</p> <p>Depuis le 1^{er} janvier 2023, réforme de la responsabilité des gestionnaires publics.</p>
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DFACI
Échéance	2022



PLAN D'ACTION RISQUE 4 – Inventaire physique

Typologie du risque	Réglementaire et financier
Rappel du contexte	<p>Obligation réglementaire de procéder à l'inventaire physique des immobilisations au moins une fois par an sous la responsabilité de l'ordonnateur (instruction comptable DGFIP-GCP du 11/12/2017 pour tous les organismes publics). L'agent comptable enregistre ensuite les écritures nécessaires afin d'assurer une concordance parfaite entre l'inventaire physique et l'inventaire comptable.</p> <p>Un prestataire (ACTIDEL) a réalisé cet inventaire entre décembre 2021 et mars 2022 puis a effectué un recollement et a délivré ses résultats en juillet 2022.</p>
Plan d'action	<p>Pérenniser le suivi de l'inventaire physique maintenant qu'il a été rapproché de l'inventaire comptable→ procédure 2022 avec les PV1-2-3</p> <p>La procédure prévoit que les gestionnaires complètent un formulaire PV1 et le transmettent à l'appui de la demande de paiement dans SIFAC. L'agence comptable crée les fiches immobilisations.</p> <p>Les gestionnaires/référents enregistrent/étiquettent tous les matériels et mobiliers de plus de 800€HT ainsi que les matériels informatiques sensibles en-dessous de 800€HT.</p> <p>Les gestionnaires/référents doivent être vigilants pour appréhender les nouvelles procédures «gestion des immobilisations ».</p>
Responsables de la mise en œuvre du plan d'action	AC, DFACI
Échéance	Action à pérenniser (investissement conséquent) pour 2023, inventaire tournant à programmer tous les ans.



PLAN D'ACTION RISQUE 5 – Patrimoine

Typologie du risque	Stratégique et financier (politique immobilière)
Rappel du contexte	<p>La Direction du patrimoine immobilier a été créée en 2019 par transformation du Service technique immobilier et logistique avec l'objectif de renforcer les expertises et compétences du service pour mettre en œuvre une stratégie de pilotage de l'immobilier tant en matière de construction-rénovation qu'en matière de valorisation. Les évolutions de l'ESR en la matière tracent des perspectives fortes et créent des obligations nouvelles en matière de transition environnementale (sobriété, performance énergétique, rénovation), de gestion et valorisation bâtiminaire (dévolution du patrimoine à terme).</p> <p>La mise en œuvre des programmes du CPER accentue les besoins en compétences pour conduire des missions de maîtrise d'ouvrage et pour adapter les projets aux financements accordés.</p>
Plan d'action	<ul style="list-style-type: none">- Développer le système d'information et accroître son utilisation dans une vision prospective- Elaborer un nouveau schéma directeur de l'immobilier- Recruter de nouvelles compétences pour accompagner les transitions et la perspective de dévolution du patrimoine- Sécuriser et optimiser les actions de rénovation et de construction tant en phase achat (marchés et commande publique) qu'en exécution pour limiter les aléas de construction (conception, analyse des coûts, suivi des chantiers).
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DGS, DPI, DFACI
Échéance	2023



PLAN D'ACTION RISQUE 6 – Formations

Typologie du risque	Stratégique et financier
Rappel du contexte	<p>La saisie annuelle de l'offre de formation, des effectifs étudiants, des heures de cours...est stratégique pour l'université. En effet, ce sont des données de base pour de nombreux travaux d'analyse, notamment de comptabilité analytique. Le constat est que le pilotage de ces données transverses n'est pas centralisé et donc manque d'homogénéité, de traçabilité et de fiabilité. En effet les données saisies dans DSE sont régulièrement remises en questions lorsqu'elles sont exploitées pour nos analyses. Il manque donc un échelon de fiabilisation de ces données avant saisie dans l'outil de référence.</p>
Plan d'action	<p>Neige étant la base de saisie de DSE, toutes les formations (NCU, UEO, MDI, SAFIRE, IUT, SFTLV) doivent être saisies. Toutes les heures et les effectifs doivent apparaître dans DSE, y compris pour les formations du SFTLV. → Emergence nécessaire d'une direction des formations.</p> <p>Pour les SI à venir : PEGASE (scolarité) et OSE (suivi des heures) → groupe de travail (avec tentative d'encadrer un maximum les erreurs de saisie</p> <p>Pour la formation continue, créer un modèle économique de répartition des ressources incluant les fonctions support.</p>
Responsables de la mise en œuvre du plan d'action	DGS, VP Formation
Échéance	2023

PLAN D'ACTION RISQUE 7 – Contrats de recherche

Typologie du risque	Financier
Rappel du contexte	<p>La création du CRB Recherche et la mise en place du pôle recherche de la DFACI en janvier 2018 ont permis de :</p> <ul style="list-style-type: none">• renforcer les liens entre les unités de recherche, la commission « recherche » et son vice-président ;• faciliter la transcription budgétaire de la politique scientifique de l'établissement ;• mettre en œuvre des pratiques de gestion innovantes et unifiées ;• favoriser la mutualisation des crédits et l'expression d'une politique d'investissement coordonnée. <p>L'activité liée à la recherche est en très nette augmentation, le volume des contrats de recherche a plus que doublé (90 à 200 contrats), avec de nouvelles typologies de contrats, de projet ou techniques de gestion (opérations de recherche, reversement des frais de gestion) → génère plus de risques et demande toujours plus d'implications des services mais, en parallèle, de nombreux postes ont été armés au sein de la DARI et du pôle recherche de la DFACI .</p> <p>De plus en plus de nouveaux contrats avec l'étranger, avec un formalisme inhabituel et plus complexe → peut entraîner des retards dans le suivi des facturations.</p>
Plan d'action	<p>Clarification du rôle de chaque service d'AU, durant la vie du contrat jusqu'à l'élaboration du bilan final, de la DARI, du pôle recherche, jusqu'au gestionnaire.</p> <p>Utilisation du SI recherche Pléiade par tous : Porteurs scientifiques, Gestionnaires et Agents du Pôle recherche DFACI.</p> <p>Mieux travailler ensemble.</p> <p>Rédiger un document récapitulant le périmètre d'action de chacun des acteurs de la recherche.</p> <p>Mettre en place des procédures pour définir l'utilisation, l'alimentation du logiciel SINCHRO (saisie nouveau projet, calcul coûts chargés,...).</p> <p>Travailler sur la comptabilité analytique pour optimiser les tarifications des contrats de recherche.</p>
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DARI et Pôle recherche de la DFACI
Échéance	2023



PLAN D'ACTION RISQUE 8 - Acteurs déconcentrés de la prévision et de l'exécution

Typologie du risque	Financier
Rappel du contexte	<p>La réorganisation de la fonction financière au sein d'AU, découlant de la réforme de la GBCP, n'est pas arrivée à son terme.</p> <p>Besoin constant d'améliorer la qualité des imputations budgétaires, comptables et analytiques.</p> <p>Tous les acteurs intervenant dans les processus financiers et budgétaires et ayant à saisir des données dans SIFAC devraient être des spécialistes regroupés en plateformes, formés et impliqués afin d'éviter les erreurs, le non respect des procédures et les conséquences comptables ou juridiques...</p> <p>PLF 2022 - Modification du régime de responsabilité des gestionnaires publics.</p>
Plan d'action	<p>Créer des centres de services partagés : dépenses, recettes et missions pour professionnaliser et moderniser.</p> <p>Etude d'une refonte des centres de responsabilité budgétaire.</p> <p>Profiter de la GPEC pour monter en compétences et créer des postes à haute valeur ajoutée dans le métier « finances » en s'imbriquant dans le projet en cours, de réorganisation de l'université sous forme d'instituts.</p>
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	DGS
Échéance	Fin 2023



PLAN D'ACTION RISQUE 9 – Villa créative

Typologie du risque	Financier
Rappel du contexte	<p>Projet voté initialement en CA le 07/07/2020. Projet de création d'un lieu favorisant l'émergence et la cohésion d'un écosystème autour de la formation, la recherche et l'innovation, dans les industries créatives et culturelles, fondé sur un modèle de développement économique permettant l'autofinancement du projet et l'apport de ressources propres.</p> <p><u>Les risques relatifs à la réalisation du projet : construction (projet CPER) :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Des dépassements supplémentaires du budget, dont le montant n'est pas susceptible d'être revu à la hausse, ce qui signifie que les éventuels dépassements de crédits risquent d'être à la seule charge d'AU (MOA = rectorat, financeurs = État, Région et Département). <p><u>Les risques relatifs au lancement et au fonctionnement de la structure :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Les décalages de livraison du site modifient l'équilibre du modèle économique du projet en retardant l'installation des résidents permanents et en différant le début des activités,- Le modèle économique, singulier pour une université publique française, repose sur des hypothèses dont il conviendra de s'assurer qu'elles demeurent réalistes dans le temps (redevance variable, dividendes).
Plan d'action	AU s'engage à suivre attentivement le déroulement du projet : présentation régulière de l'état d'avancement par la MOA, mise en place d'une structure interne de suivi associant Cabinet, DGS, DPI, DARI.
Responsable de la mise en œuvre du plan d'action	Cabinet, DGS, DPI
Échéance	2023



COMPARATIF DES CARTOGRAPHIES DES RISQUES DE 2018 et 2022

